

personnes. C'est grâce au nouveau régime fiscal simplifié. Quelle farce!

• (1650)

[Français]

Il faut le dire, c'est un mauvais Budget. On demande aux Canadiens de se serrer la ceinture pour réduire le déficit, et celui-ci passe à 30.5 milliards de dollars cette année.

[Traduction]

La fin ne justifie pas les moyens. Nous ne nous approchons pas du but. Nous ne réduisons pas le déficit. Nous l'augmentons. Les mesures prises ne visent pas ceux qu'elles devraient.

M. McDermid: La députée a soulevé dans son discours des questions que je pourrais débattre longuement, mais je n'en relèverai que quelques-unes. Commençons par les Postes.

La Société des postes accusera un léger excédent cette année. Il y a quatre ans, les contribuables lui payaient 400 millions de dollars de subvention. Comme les entreprises forment 80 p. 100 de sa clientèle, c'était une façon indirecte de les subventionner. Les Postes atteignent aujourd'hui le seuil de la rentabilité. On épargne ainsi des dépenses aux contribuables.

A entendre la députée de l'opposition, ceux qui sont au bas de l'échelle paient des impôts à la municipalité, au gouvernement provincial, et il se trouve quelque part au Canada une source qui produit tout l'argent voulu. La députée a parlé d'énergie et de mégaprojets. Elle affirme que ces derniers ne sont pas rentables aux prix actuels. De son côté, le critique de son parti en matière d'énergie nous reproche de ne pas préparer l'autonomie dans ce domaine. Ces mégaprojets ne démarrent pas comme on veut. Il faut des années pour les mettre en marche. Le député de Terre-Neuve ne l'ignore pas. J'aimerais l'entendre nous dire de cesser toute activité ou financement, d'oublier l'exploitation des champs pétrolifères, d'oublier Hibernia et Terre-Neuve. Non! Il sait que nous devons poursuivre pour être prêts le jour où les sources d'énergie s'épuiseront. La députée est-elle contre? Je lui pose la question.

Ma question suivante a trait à l'entente sur le bois d'oeuvre. Depuis un an et demi, le gouvernement de l'Ontario a fait un gain fortuit de quelque 50 millions de dollars grâce à la taxe de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre. La députée d'en face est-elle intervenue auprès du premier ministre Peterson pour faire réinvestir ce montant dans l'industrie du bois d'oeuvre du nord de l'Ontario?

Mme Marleau: Savez-vous ce que je prône? Je suis pour qu'on dise la vérité. Où était le ministre pendant la campagne électorale? Il n'a pas dit aux Canadiens ce qui allait arriver. Où était le ministre lorsque nous débattions l'Accord de libre-échange? Disait-il aux Canadiens que

nous étions en train de vendre à long terme nos ressources énergétiques aux Américains?

Des voix: Bravo!

Mme Marleau: Il ne l'a pas dit.

M. Tobin: Je sais que tous les députés, quelle que soit leur allégeance politique, voudront se joindre à moi et féliciter la députée de Sudbury (M^{me} Marleau) pour son excellente présentation à la Chambre aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Tobin: Il faut faire l'éloge de la grande passion qui a animé ses remarques, de la grande compétence avec laquelle elle a traité ses sujets et de la manière dont elle a pris position, non pour les intérêts de la haute finance, mais pour ceux du Canadien ordinaire. Pareille prestation est rare de nos jours.

Des voix: Bravo!

M. Tobin: Avant de poser ma question à ma collègue de Sudbury, je voudrais lui dire qu'elle a touché le coeur de la question lorsqu'elle s'est adressée à notre ami, le comptable agréé d'en face, qui a dit: «J'ai examiné le déficit et la dette, et ces mesures draconiennes qui taillent dans le vif, qui atteignent la moelle, l'essence même de la vie collective du Canada. J'ai examiné ce budget et je tiens à vous dire que ces réductions sont appropriées, car la dette est effectivement très lourde.» La députée de Sudbury est allée au coeur de la question lorsque le député d'en face a dit que le problème, ce n'est pas l'ampleur de la dette. Nous savons que les conservateurs ont doublé la dette. La question est celle-ci: Pourquoi n'avez-vous pas dit la vérité pendant la campagne électorale?

Le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) est comme quelqu'un qui est tout étonné d'apprendre l'existence du terme «déficit». Pour la première fois pendant les élections, nous avons un ministre des Finances, un premier ministre et ministre du Commerce extérieur qui ont dit: «Nous avons rendu compte de chaque cent. Nous contrôlons le déficit. Ces promesses de 17 milliards de dollars ne posent aucun problème.»

En novembre dernier, le Parti conservateur a déclaré: «Si vous votez pour nous, nous vous donnerons 4 milliards de dollars pour les garderies. Si vous votez pour nous, nous ne réduirons pas les prestations d'assurance-chômage. Si vous votez pour nous, les programmes sociaux demeureront sacrés et nous continuerons de les protéger. Si vous votez pour nous, nous ne réduirons pas les fonds consacrés au développement régional.» Puis, lorsqu'il a été élu, il a sabré dans tout cela. Je demande à ma collègue de Sudbury: Cette violation de la confiance du public est-elle bien pire qu'une violation du secret budgétaire? Cette bande ne devrait-elle pas démissionner?